



CHAPITRE 73

Loi de la taxe sur les repas

CHAPTER 73

Meals Tax Act

Taxe sur les repas.

1. 1. Une taxe de cinq pour cent est imposée sur le prix dû ou payé, de chaque repas d'un dollar ou plus, donné ou pris dans un établissement où, moyennant une considération pécuniaire, on donne à manger. Toute fraction d'un centin de cette taxe doit être comptée comme un entier.

Taxe sur les boissons alcooliques.

La taxe ci-dessus est également imposée sur le prix de toute boisson alcoolique vendue, même sans repas, dans un établissement visé au paragraphe 2, ainsi que sur le prix de tout liquide servi avec cette boisson.

« Établissement ».

2. Le mot « établissement » désigne un hôtel ou un restaurant situé dans la province, ainsi que tout convoi de chemin de fer et tout vaisseau dans la province et tout autre local dans la province, où, moyennant une considération pécuniaire, on donne à manger; mais il ne désigne pas les établissements généralement connus sous le nom de « maisons de pension » qui ne sont pas tenus de prendre une licence de la province, non plus que les institutions d'éducation, de charité, d'hospitalisation, de refuge ou autres institutions similaires, où, moyennant une considération pécuniaire, on donne à manger.

« établissement ».

Le mot « établissement » désigne de plus tout local où des boissons alcooliques sont vendues pour consommation sur place, à l'exception des tavernes au sens de la Loi de la Régie des alcools (chap. 44).

Exception.

3. Cette taxe n'est pas exigible des employés d'une personne qui tient un établissement pour les repas qui sont servis à ces employés dans cet établissement. S. R. 1941, c. 89, a. 1; 8 Geo. VI, c. 21, a. 1; 9-10 Eliz. II, c. 44, a. 1.

Duty on meals.

1. (1) A duty of five per cent is imposed on the price, owing or paid, of each meal of one dollar or more, given or taken in any establishment where, for monetary consideration, food is served. Every fraction of a cent of such duty shall be counted as a whole.

Alcoholic beverages.

The aforesaid duty is also imposed on the price of any alcoholic beverage sold, even without a meal, in an establishment referred to in subsection 2, and on the price of any liquid served with such beverage.

“Establishment”.

(2) The word “establishment” designates an hotel or a restaurant situated in the Province, as well as any railway train and ship in the Province and any other premises in the Province, where, for monetary consideration, food is served; but it does not designate the establishments commonly known as “boarding-houses” which are not obliged to procure a provincial license, nor does it designate educational, charitable, hospitalizing or sheltering institutions or other similar institutions, where, for monetary consideration, food is served.

“establishment”.

The word “establishment” also designates any premises where alcoholic beverages are sold for consumption there, except taverns within the meaning of the Liquor Board Act (chap. 44).

Exception.

(3) Such duty shall not be exigible from employees of the person keeping an establishment for meals served therein to such employees. R. S. 1941, c. 89, s. 1; 8 Geo. VI, c. 21, s. 1; 9-10 Eliz. II, c. 44, s. 1.

- Boissons.** 2. Le prix du repas comprend également celui des bières, vins et autres breuvages qui sont consommés pendant ce repas. S. R. 1941, c. 89, a. 2. **2.** The price of the meal shall include also that of beer, wine and other beverages consumed at such meal. R. S. 1941, c. 89, s. 2. **Beverages.**
- Comptabilité.** 3. 1. La personne qui tient un établissement doit préparer et garder une addition ou note du prix des repas et boissons servis sur laquelle le montant de la taxe doit être inscrit séparément. Cette taxe doit être payée par la personne qui doit ou paie cette addition ou note, à la personne qui tient l'établissement, laquelle agit en ce cas comme l'agent de la province et doit percevoir et remettre cette taxe mensuellement au ministre du revenu, avec un état attesté sous serment. **3.** (1) The person who keeps an establishment must prepare and keep a bill or account of the price of the meals and beverages served on which the amount of the tax must be inscribed separately. Such duty shall be paid, by the person who owes or is paying such bill or account, to the person keeping the establishment, who acts, in such case, as an agent for the Province and must collect and remit such duty monthly, with a sworn statement, to the Minister of Revenue. **Voucher.**
- Indemnité.** 2. Le ministre du revenu peut indemniser la personne qui tient l'établissement, pour la perception et la remise de la taxe. S. R. 1941, c. 89, a. 3; 9-10 Eliz. II, c. 44, a. 2. **(2)** The Minister of Revenue may indemnify the person keeping the establishment for the collection and remittance of the duty. R. S. 1941, c. 89, s. 3; 9-10 Eliz. II, c. 44, s. 2. **Indemnification.**
- Une seule addition.** 4. Lorsqu'il n'y a qu'une seule addition pour plusieurs personnes, cette addition ne doit pas être divisée suivant le nombre des personnes. **4.** When there is a single meal-check for several persons, it shall not be divided by the number of persons. **Single meal-check.**
- Paiement de plusieurs notes.** Lorsqu'une seule personne paie plus qu'une addition ou note, la taxe est calculée sur la somme globale des additions ou notes qu'elle paie, quel que soit le montant de chacune d'elles. S. R. 1941, c. 89, a. 4 (partie). **When a person pays more than one bill or account, the tax shall be calculated upon the total amount of the bills or account such person pays, whatever be the amount of each bill or account. R. S. 1941, c. 89, s. 4 (part).** **More than one bill paid.**
- Pension.** 5. Si le prix de la pension est fixé à un montant global par jour ou fraction de jour ou autre période de jour ou de temps, sans distinction entre le prix des repas et celui du coucher, le prix du coucher doit être déduit du prix global et la taxe calculée sur la différence. **5.** If the price of board is fixed at a lump sum per day or fraction of a day or other part of a day or period of time, without distinguishing between the price of meals and that of sleeping accommodation, the price of sleeping accommodation must be deducted from the total price and the duty be calculated on the balance. **Board and lodging.**
- Prix du coucher.** Le prix du coucher ne peut en aucun cas excéder celui qui a été réellement convenu. S. R. 1941, c. 88, a. 4 (partie); 11-12 Eliz. II, c. 40, a. 17. **The price of sleeping accommodation shall not in any case exceed that which was actually agreed upon. R. S. 1941, c. 88, s. 4 (part); 11-12 Eliz. II, c. 40, s. 17.** **Price of lodging.**
- Emploi du produit.** 6. Le produit de cette taxe est versé au fonds consolidé du revenu. S. R. 1941, c. 89, a. 5; 9-10 Eliz. II, c. 8, a. 34. **6.** The proceeds of this duty shall be paid into the consolidated revenue fund. R. S. 1941, c. 89, s. 5; 9-10 Eliz. II, c. 8, s. 34. **Disposal of proceeds.**
- Infraction.** 7. Toute personne qui contrevient à l'une des dispositions de la présente loi **7.** Every person who violates any provision of this act or of the regulations **Offence.**

- ou des règlements édictés en vertu de cette loi commet une infraction à la présente loi, et, si elle est trouvée coupable elle doit être condamnée, en sus du paiement des frais et en sus du paiement des droits qu'elle aurait dû payer, percevoir ou remettre, suivant le cas, au paiement d'une amende d'au moins cinquante dollars mais n'excédant pas cent dollars. S. R. 1941, c. 89, a. 8 (partie).
- Amende.**
8. Au cas d'une deuxième offense, le ministre du revenu peut annuler la licence de l'établissement détenue par toute dite personne. S. R. 1941, c. 89, a. 8 (partie).
- Deuxième offense.**
9. Toutes les sommes dues à la couronne en vertu de la présente loi constituent une dette privilégiée qui prend rang immédiatement après les frais de justice, nonobstant les dispositions des articles 1994 et 2009 du Code civil. S. R. 1941, c. 89, a. 9.
- Privilège de la couronne.**
10. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire, modifier, remplacer et abroger tous règlements et toutes formules qu'il croit nécessaires à la mise à exécution des dispositions précédentes.
- Règle-ments.**
- Il peut aussi par règlement exiger que la personne qui tient l'établissement:
- a) Se serve du système de pièces justificatives déterminé dans le règlement afin de permettre à la couronne de contrôler la perception et la remise de la taxe;
- b) Reçoive le vérificateur dans l'établissement et lui remette les livres et documents que cet officier requiert. S. R. 1941, c. 89, a. 10. (*)
11. Les poursuites sous l'autorité des dispositions précédentes sont prises au nom du sous-ministre du revenu, devant un juge de paix, un juge des sessions ou un juge de district, et sont régies par la première partie de la Loi des poursuites sommaires (chap. 35). S. R. 1941, c. 89, a. 11; 14 Geo. VI, c. 19, a. 1; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20.
- Pour-suites.**
- enacted thereunder commits an offence against this act and, if found guilty, shall be condemned, in addition to the payment of the costs and of the duties which he should have paid, collected or remitted, as the case may be, to the payment of a fine of not less than fifty dollars but not more than one hundred dollars. R. S. 1941, c. 89, s. 8 (part).
- Fine.**
8. In the event of a second offence, the Minister of Revenue may cancel the establishment's license held by any such person. R. S. 1941, c. 89, s. 8 (part).
- Second offence.**
9. All sums due to the Crown in virtue of this act shall constitute a privileged debt, ranking immediately after law costs, notwithstanding the provisions of articles 1994 and 2009 of the Civil Code. R. S. 1941, c. 89, s. 9.
- Privilege of Crown.**
10. The Lieutenant-Governor in Council may make, amend, replace and repeal any regulations and forms which he may deem necessary for the carrying out of the foregoing sections.
- Regulations.**
- He may also, by regulation, require that the person who keeps the establishment:
- (a) Shall make use of the system of vouchers determined in the regulation in order to enable the Crown to verify the collection and remittance of the duty;
- (b) Shall receive the auditor in the establishment and deliver to him the books and documents which such officer may require. R. S. 1941, c. 89, s. 10. (*)
11. Prosecutions under the foregoing sections shall be taken in the name of the Deputy Minister of Revenue, before a justice of the peace, a judge of sessions, or a district judge, and shall be governed by Part I of the Summary Convictions Act (Chap. 35). R. S. 1941, c. 89, s. 11; 14 Geo. VI, c. 19, s. 1; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20.
- Prosecutions.**

(*) Un règlement a été adopté par l'arrêté en conseil No 1384 du 16 août 1962 (G. O., 1962, p. 4496).

(*) Regulations were adopted on Order-in-Council No. 1384, dated August 16, 1962 (O. G., 1962, p. 4496).